

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 11-12 (1995-1996)

Artikel: La gauche suisse et la guerre d'Algérie : le diplomate et le porteur de valise
Autor: Holenweg, Pascal
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-520188>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.05.2026

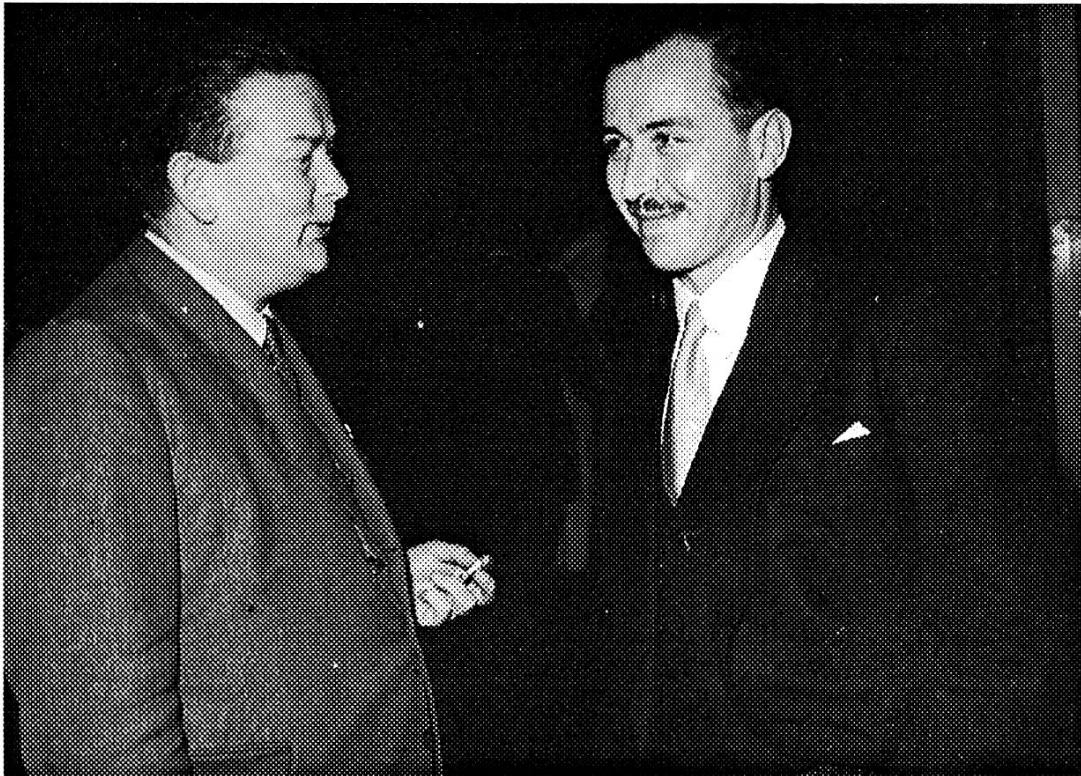
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA GAUCHE SUISSE ET LA GUERRE D'ALGÉRIE: LE DIPLOMATE ET LE PORTEUR DE VALISE

Pascal HOLENWEG

Le présent article donne un aperçu succinct de l'impact de la guerre d'Algérie sur l'opinion helvétique et des nombreuses manifestations de solidarité qu'elle suscita, depuis les «porteurs de valises» jusqu'à l'offre des «bons offices» par la Confédération. La réflexion se prolonge ensuite sur les contradictions du Parti socialiste suisse et sa tardive élaboration d'un discours qui fasse honneur à l'engagement des plus clairvoyants de ses militants.

Pour le mouvement national algérien, la Suisse fut une sorte de refuge aux portes de la France; pour la France officielle, un champ d'activité pour les services spéciaux mais aussi un terrain de rencontres officieuses avec l'adversaire algérien; pour les réfractaires et les déserteurs français, enfin, un lieu d'asile. La Suisse fut en outre un centre d'intense production éditoriale algérienne: *El Moudjahid*, organe officiel du FLN, et certains textes du Front (le *Manuel du militant algérien*, par exemple), y furent imprimés. En janvier 1956, un responsable du FLN, Tayeb Boulahrouf, s'installe à Lausanne et transforme son hôtel, l'hôtel *Orient* en siège officiel du FLN. Les sympathisants de la cause algérienne seront rapidement nombreux en Suisse romande: des communistes, des socialistes, des chrétiens de gauche, des membres du Mouvement Démocratique des Etudiants transportent des tracts, livrent *El Moudjahid*, hébergent des membres du FLN ou des réfractaires français; les éditions lausannoises de la Cité publient des textes interdits en France (notamment *La Question* de Henri Alleg); dans les régions frontalières, des militants suisses (comme le libertaire genevois André Bösiger) font passer la frontière à des Algériens indésirables ou pourchassés en France. A Genève s'est installée une délégation officieuse du Croissant Rouge Algérien et des dizaines de militants nationalistes de toutes tendances résident en Suisse, au vu et au su de la police, tant suisse que française. Fehrat Abbas et Saad Dahlab, président et membre du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA), sont les plus connus des «hôtes» de la Confédération helvétique. Cette étrange situation ne sera pas exempte d'incidents, dont le plus spectaculaire a le parfum du scandale.



René Dubois [à droite], fonctionnaire du Ministère public fédéral depuis 1936, ici en conversation avec un journaliste lors du procès Oltramare, Fonjallaz et Bonny en 1947, se suicide le 23 mars 1957: la collaboration du Procureur de la Confédération Dubois avec les services spéciaux français vient d'être révélée par la Tribune de Genève. (Photo ASL, Lausanne)

L'affaire Dubois

Le 23 mars 1957 le Procureur de la Confédération, René Dubois, se tire une balle dans la tête. La veille, la *Tribune de Genève* avait révélé que des fonctionnaires du pouvoir judiciaire fédéral et un «gradé» du contre-espionnage suisse avaient remis à un attaché commercial de l'Ambassade de France, Marcel Mercier, des transcriptions de conversations téléphoniques échangées entre la Légation égyptienne en Suisse et le Ministère des Affaires étrangères du Caire (canal par lequel passaient nombre de communications entre responsables du FLN), ainsi que des rapports confidentiels sur des militants algériens, des fournisseurs d'armes du FLN et des mouvements d'argent au bénéfice de la résistance algérienne. Or, Marcel Mercier était un agent des services secrets français, le SDECE (Service de documentation extérieur et de contre-espionnage) avec le grade de colonel.

Pourquoi diable un responsable du contre-espionnage suisse et le Procureur de la Confédération lui-même se sont-ils transformés, consciemment, en «honorables correspondants» du SDECE? Pour le responsable du contre-espionnage, Max Ulrich, l'anticommunisme et l'appât du gain sont les

mobiles les plus vraisemblables; le cas du Procureur Dubois est plus complexe et plus intéressant. Dubois est fonctionnaire du Ministère Public fédéral depuis 1936, substitut du Procureur fédéral depuis 1949, Procureur, enfin, dès 1955; surtout, il est socialiste et francophile alors que le gouvernement français est socialiste; «*que Mercier ait fait vibrer la corde sensible de ce cousinage politique, c'est plus que probable*», écrit Alain Campiotti, ce que confirme et précise Charles-Henri Favrod:

Dubois convenait facilement que la SFIO, progressiste, menait le bon combat contre les réactionnaires de l'Islam, appuyés par ce Nasser que l'on comparait alors à Hitler. Et en plus, ces socialistes se montraient ouverts: [...] n'exploreraient-ils pas déjà les voies d'un règlement politique¹?

Le choix de Dubois de collaborer activement avec les services spéciaux français illustre, jusqu'à l'absurde, le dilemme socialiste: faut-il, au nom des principes, soutenir un mouvement de libération nationale en lutte contre un gouvernement présidé par le socialiste Guy Mollet, et donc rompre le fil fragile de la solidarité socialiste, ou se cramponner à cette solidarité, aider ce gouvernement et donc nier le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sauf à esquiver un tel dilemme en réduisant le combat de la nation algérienne à une sédition tribale ou religieuse? Dubois choisit de servir les intérêts français, quitte à brader l'image de la neutralité helvétique. Il accepte des invitations à Paris, où il se rend avec le colonel Mercier en automne 1956, en pleine crise de Suez; il transmet à Mercier des renseignements confidentiels: résultats d'écoutes téléphoniques, informations sur les fournisseurs d'armes du FLN et sur les fonds du mouvement... Bref, le Procureur de la Confédération, sur les traces du Colonel du SDECE, fait «sa» guerre d'Algérie; ce haut fonctionnaire suisse et socialiste s'identifie à un serviteur des gouvernants socialistes français, empêtrés dans un conflit dont ils ne savent comment sortir, alors que nombreux sont ceux qui doutent d'une solution par une victoire militaire. A l'Ambassade de France à Berne, elle-même, travaillent deux fonctionnaires opposés à la politique de leur pays, le catholique progressiste Henri Guillemain et la gaulliste Elisabeth de Miribel. Le secret de la collaboration de Dubois avec les services français ne pouvait être gardé très longtemps: dès 1956, la rumeur de «fuites» d'informations en provenance de la police fédérale se répand. Le service de renseignements de l'armée constate que les Français disposent d'informations qu'il avait transmises au contre-espionnage suisse et à lui seul: une enquête est donc demandée, et obtenue... mais elle est du ressort du Procureur de la Confédération,

¹ Charles Henri Favrod, cité par Alain Campiotti, «La mort du Procureur Dubois», in *L'Hebdo* du 23 mai 1985

Dubois lui-même. L'«affaire» n'éclatera que par le fait de la presse: le 18 mars 1957, le Rédacteur en chef adjoint de la *Tribune de Genève*, Georges-Henri Martin, apprend d'un mystérieux informateur (le Français Serge Michel, un compagnon de route du FLN proche de Ferhat Abbas) qu'un diplomate français en poste à Berne reçoit de la Police fédérale des informations confidentielles. Le scandale est amorcé, prêt à éclater: interrogé, René Dubois reconnaît qu'une enquête a été ouverte contre un inspecteur de la *Bupo*; sachant l'inspecteur Ulrich très près de «tomber», Mercier vend brusquement la mèche (lui-même ne risque qu'une expulsion, couvert qu'il est par son statut diplomatique) et informe le Département fédéral de Justice et Police que le Procureur de la Confédération lui-même est «mouillé». Le 23 mars, apprenant qu'il est découvert, René Dubois se tire une balle dans la tête.

Le scandale est énorme: le 24 mars 1957, le Conseil fédéral publie un communiqué au style contourné mais à la conclusion glaciale:

Les recherches concernant l'affaire d'un inspecteur de la police fédérale ont été poursuivies avec toute l'énergie nécessaire. Les recherches les plus récentes ont permis de découvrir des indices sérieux établissant qu'il était possible que le Procureur de la Confédération ait pu communiquer lui-même à un organe étranger des informations qui ne concernaient pas les affaires suisses. Le Département de justice et police a été informé à midi que le Procureur de la Confédération, René Dubois, s'était donné volontairement la mort.²

Si «énorme» que fut le scandale, nul n'avait intérêt à engager une polémique politique, sinon les communistes, qui virent là l'occasion de dénoncer la corruption du monde politique suisse, de régler quelques comptes avec les socialistes et d'allumer un «contre-feu» à la vague d'anticommunisme provoquée par la crise hongroise. Le Parti du Travail saisit l'occasion au bond, et organisa à Genève une «manifestation publique de protestation» le 29 mars 1957; dans un supplément spécial de la *Voix Ouvrière*, le PdT résume sa vision de l'«affaire»:

Il apparaît au grand jour international que la police politique suisse espionne les diplomates étrangers.

Le Procureur général et le policier Ulrich connaissaient en vertu de leur fonction d'importants secrets qu'ils ont divulgués.

Ces renseignements ont profité à une puissance étrangère en guerre (contre l'Algérie et, un temps, contre l'Égypte).

² Cité par Alain Campiotti, *op.cit.*

Ces renseignements ont abouti à des arrestations, en France, de dirigeants du mouvement de résistance algérienne; de tels faits s'étaient déjà produits au mois de juillet 1956, quand fut expulsé de Suisse un important réfugié politique, Moulay Merbah, secrétaire général du Mouvement national algérien.

Quelles seront les conséquences?

Qui voudra croire à la neutralité du pays quand le procureur général de la Confédération lui-même se met au service de l'étranger?

La Suisse, pour des raisons évidentes, a, jusqu'à présent, pris une attitude favorable aux peuples arabes; M. Petitpierre a dit un jour que le colonialisme était révolu; le Conseil fédéral a condamné l'agression franco-britannique contre Suez. C'est que les pays arabes sont appelés à connaître un prochain développement économique et qu'il y a là de très importants débouchés pour l'industrie suisse.³

Les communistes vont ensuite s'en prendre explicitement aux socialistes: c'est de bonne guerre, si l'on peut dire, après les «purges» anticomunistes dans les syndicats et le soutien apporté par le PSS aux mesures prises contre les militants du PdT dans les administrations publiques. *La Vérité* dénonce donc l'interprétation, en effet étrange, donnée par le *Volksrecht* à l'«affaire Dubois»: un échange d'informations politiques et militaires «coutumier» (*üblich*) entre services de renseignements de pays différents et un «dérapiage» dû au «tempérament welsche» du Procureur fédéral. Si le mobile du policier Ulrich (membre du parti catholique-conservateur) semble relever de la pure et simple vénalité, celui du procureur Dubois est défini par le journal socialiste de manière positive, comme relevant de l'«idéisme» et de la solidarité avec le gouvernement socialiste français. Le Parti du Travail saute sur l'occasion pour condamner l'attitude, en effet équivoque, des socialistes:

Dubois était un socialiste actif. Le gouvernement français qui conduit contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance une guerre terrible et exterminatrice (l'abbé Pierre a dû protester la semaine dernière contre la terreur et les tortures qui sont les instruments principaux de la police française en Algérie) est un gouvernement socialiste. Le président du Conseil Mollet et le ministre responsable de l'Algérie, Lacoste, sont socialistes. Le parti socialiste suisse a interdit au Peuple, son quotidien romand, de publier

³ *La Vérité* (supplément périodique genevois de la *Voix Ouvrière*), Genève, mars 1957

des articles condamnant la guerre d'Algérie, ce qui a provoqué la démission du chroniqueur régulier Edmont Privat. Le dirigeant socialiste Camille Brandt a écrit que la politique de Lacoste en Algérie était «socialiste» et qu'elle était «la seule juste». Le Parti socialiste suisse, qui a hurlé contre l'URSS à l'occasion des événements de Hongrie, n'a pas protesté contre l'agression antiégyptienne ni contre la guerre d'Algérie. La trahison de Dubois se situe dans un contexte politique qui donne à réfléchir. [...] que la pourriture touche les partis gouvernementaux [...], que l'espion Ulrich soit chrétien-social, voilà qui est dans l'ordre des choses. Mais qu'un haut personnage socialiste trahisse le pays, c'est un affront au peuple suisse particulièrement douloureux.⁴

Et le Parti du Travail de conclure suavement que, si les «scandales» ont touché tous les partis, il est lui-même une exception à cette règle générale: *«Les agents de l'étranger, ce n'est pas chez nous qu'on les trouve. Les traîtres au pays, il n'y en a point dans nos rangs. Qui peut en dire autant?»*

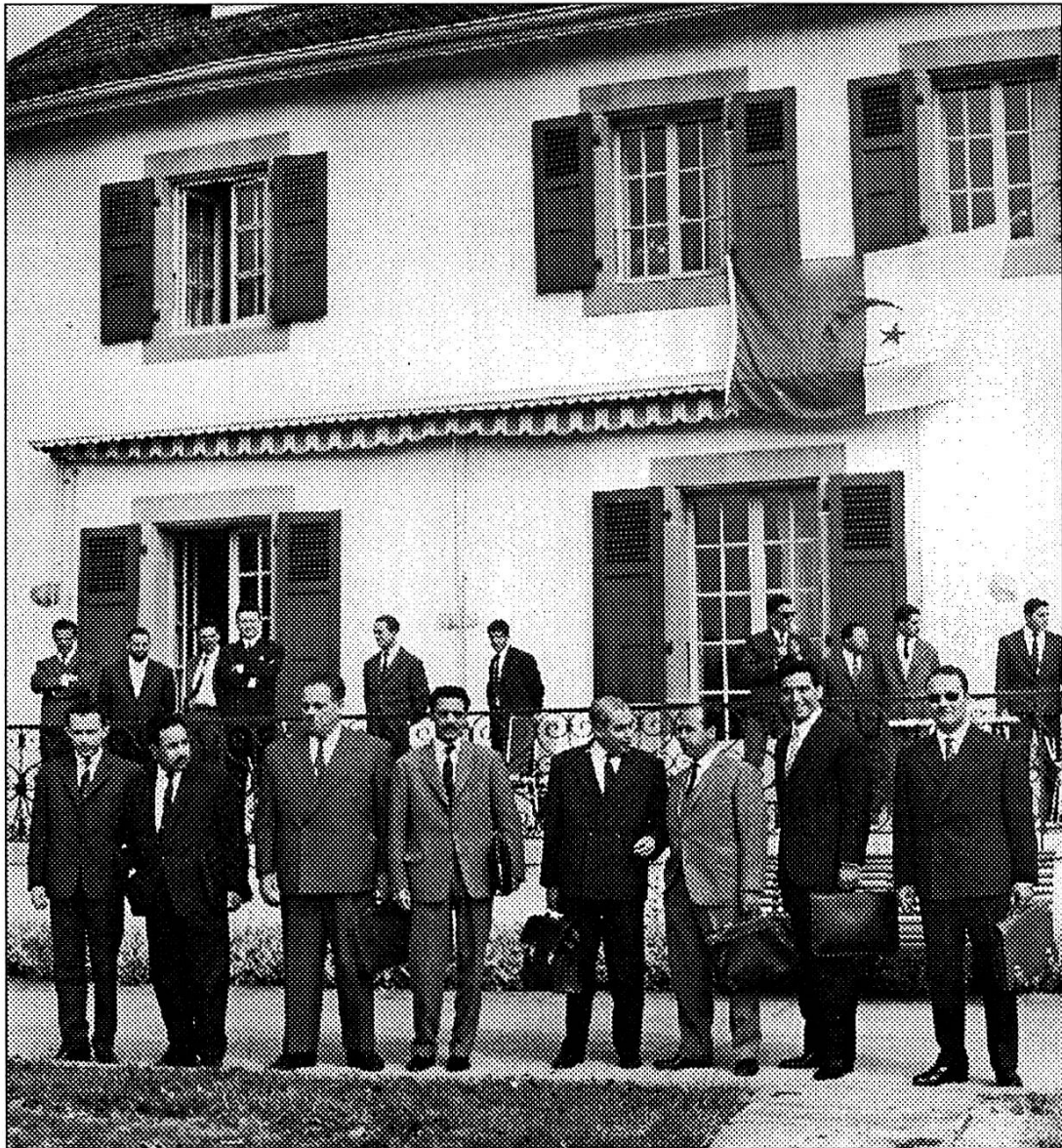
Du raté de l'Affaire Dubois aux bons offices de la Confédération

L'affaire Dubois prend le pays à contre-pied dans l'évolution de sa diplomatie et celle de son opinion publique vers des positions moins systématiquement défavorables à la cause algérienne, quelles que soient les prudenances de la Suisse officielle et les contradictions de la gauche. En Suisse romande le mouvement d'émancipation algérien a trouvé de nombreux avocats: le journaliste Charles-Henri Favrod prend sa défense dans la très bourgeoise *Gazette de Lausanne* et son collègue de la radio, Jean-Pierre Goretta, souligne la réalité d'un soulèvement que la thèse officielle française s'efforce de réduire à du terrorisme et du brigandage, et cette absence de parti pris est déjà un engagement.

Plus tard, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle provoquera une intense mobilisation diplomatique dont la Suisse sera l'un des théâtres privilégiés et les Suisses des acteurs fort disponibles. De Gaulle n'ignore pas qu'une victoire militaire sur la «rébellion» ne règlera rien et le FLN n'a pas la possibilité d'emporter la solution par les armes. Si la négociation s'impose, le France ne reconnaît pas la légitimité du FLN. On négociera donc secrètement, en cherchant un intermédiaire neutre et discret après l'échec des pourparlers de Melun.

En automne 1960, Tayeb Boulahrouf, au nom du FLN, prend contact

⁴ *Ibid.*



La délégation du GPRA, peu avant les débuts de la Conférence d'Evian (20 mai 1961), pose devant sa résidence de Bois-d'Avault (sur la façade, le drapeau algérien). De g. à drte: Mohammed Ben Yahia, Saad Dalheb, Ahmed Boumendjel, le cdt. Mendjel, Ahmed Francis, Krim Belkacem (chef de délégation), Taieb Boulahrouf et le cdt. Slimane. (Photo ASL, Lausanne)

avec le diplomate suisse Olivier Long et lui demande de sonder le gouvernement français. Après en avoir référé à Max Petitpierre et obtenu de lui l'autorisation de le faire, «à titre personnel, sans engager la Confédération», Long contacte le Ministre français des Affaires algériennes, Louis Joxe. Une première rencontre a lieu le 20 février 1961 en Suisse centrale: elle réunit Ahmed Boumendjel, Tayeb Boulahrouf, Pierre de Leusse et Georges Pompidou. Parallèlement, une autre filière se met en place, à la faveur de la concurrence régnant au sein du gouvernement français entre ministres désireux de s'illustrer dans la conclusion de la paix en Algérie: le Premier

Ministre Michel Debré double son propre Ministre des Affaires algériennes en chargeant son émissaire personnel, Claude Chayet, de rencontrer à Genève le «Ministre de Affaires Etrangères» du GPRA, Saad Dahlab, par l'entremise de Charles-Henri Favrod.

De rencontres clandestines en négociations officieuses, la France et le FLN finissent par convenir des négociations officielles qui s'ouvriront le 20 mai 1961 à Evian, une localité répondant à l'exigence française que la conférence se déroule sur le territoire national, et à la volonté des Algériens de résider en terrain neutre. Les représentants du FLN seront pris en charge et protégés par les autorités helvétiques et amenés chaque jour à Evian par des hélicoptères de l'armée suisse. Après cinq mois de dialogue de sourds, les négociations sont rompues. La diplomatie «secrète» reprend le pas sur la diplomatie officielle, et c'est dans un chalet jurassien, aux Rousses – toujours à la frontière franco-suisse – que les tractations reprennent, les délégués algériens convoyés par des policiers suisses, la résidence vaudoise de la délégation algérienne placée sous la surveillance de l'armée fédérale. Le 18 mars 1962, enfin, Louis Joxe et Krim Belkacem signent les accords qui mettent fin à huit ans de guerre et à 130 ans de colonisation.

La Suisse aura finalement joué un rôle exceptionnellement actif. Les sympathies pro-arabes de quelques politiciens, ni la francophobie de certains décideurs alémaniques, n'expliquent un tel engagement. Le calcul économique, habituellement si déterminant, n'a pas davantage joué un rôle prioritaire. La raison de ce soutien à la cause algérienne de la Suisse officielle, est bien la conséquence de l'engagement de l'opinion publique la plus éclairée. Certes, la guerre d'Algérie n'a pas eu l'impact émotionnel des événements de Hongrie, mais elle mobilisa des centaines de citoyens, surtout romands et souvent des intellectuels. Un Max Petitpierre ne pouvait pas y rester insensible; romand lui-même, il a sans doute mesuré le hiatus survenu entre la partie francophone du pays et la France en tant que référence culturelle et politique.

Des appelés de toutes tendances

Il y eut plusieurs manières de manifester en Suisse sa solidarité avec le mouvement algérien, et plusieurs types de solidarité: «porteurs de valises» au service du FLN, publicistes, éditeurs et imprimeurs, «passeurs» de réfugiés, réseaux (ou individus) hébergeant des militants algériens ou des réfractaires français... Si les sensibilités «de gauche» furent, logiquement, majoritaires dans ce mouvement de solidarité, elles n'y furent pas seules, ainsi qu'en témoigne Marie-Madeleine Brumagne:

Les sympathies allaient au-delà des clivages politiques. Il s'agissait bien plutôt de l'engagement d'hommes à l'égard d'autres

*hommes qu'on traitait par le mépris et le racisme. [...] Mon engagement était personnel.*⁵

Les «porteurs de valise» n'étaient pas nombreux: une cinquantaine, estime M.-M. Brumagne, qui publiait à l'époque un petit bulletin d'information (le *Bulletin antiraciste et anticolonialiste*). Nombre d'entre eux avaient déjà mené le même combat pour la Résistance française entre 1940 et 1944; il en va d'ailleurs de même pour ceux qui hébergèrent des nationalistes algériens ou des déserteurs français (le statut d'objecteur de conscience n'existant pas encore en France). Ils furent deux à trois cents, les réfractaires français réfugiés en Suisse, les uns cherchant surtout à se faire oublier, les autres s'engageant aux côtés des Algériens:

*[Certains] furent de simples courroies de transmission. Ils assuraient un soutien moral, surtout, et matériel, aux Algériens. D'autres [...], qui faisaient un travail de permanent dans Jeune Résistance (le réseau des réfractaires) ou dans le MAF (un réseau de soutien politique au FLN), furent très proches du Front, sans jamais pourtant s'y intégrer [...] (notamment) parce que le FLN a farouchement défendu sa composition exclusivement algérienne.*⁶

D'autres Français encore sont plus directement engagés dans le conflit, regroupés dans les réseaux de soutien au FLN comme le fameux «Réseau Jeanson». Ces militants trouveront, eux aussi, soutien et solidarité en Suisse.

Dans l'article qu'elle consacre aux «Genevois et l'Algérie», Chantal Thévenoz pose la question: «*Quelle signification éthique ou politique a pu avoir alors la «cause algérienne» pour les Genevois, de tous les milieux sociaux, qui hébergèrent des militants, «portèrent les valises» de documents et d'argent [...], traversèrent les frontières*»; ces «Genevois» (au sens large) répondent eux-mêmes, à l'instar d'Isabelle Vichniac: «*Les Algériens étaient objectivement des victimes, ils subissaient une injustice évidente. C'était aussi l'injustice la plus proche à secourir*». Dans sa simplicité humaniste, cette explication est sans doute la plus crédible: ils venaient en effet d'horizons politiques fort différents, et étaient animés de motivations parfois contradictoires, celles et ceux qui se mobilisèrent aux côtés du mouvement national algérien, quels que pussent être leurs sentiments à l'égard des stratégies suivies par le FLN, notamment à l'égard des autres composantes du mouvement national algérien, en particulier des «messalistes». Il y eut certes des engagements pleinement politiques et revendiqués comme tels, basés sur

⁵ *Le Courrier* (Genève), 2 février 1985

⁶ Chantal Thévenoz, «Les Genevois et l'Algérie», in *Dossiers Publics* (Genève), novembre-décembre 1987

une «analyse concrète de la situation concrète» et sur le principe du droit des peuples à l'autodétermination, mais il y eut surtout des engagements éthiques, «insurrection des consciences» face à la pratique de la torture et de la répression de masse par la France. Il y eut enfin de la part des militants français, mais aussi de la part de ces Romands toujours plus francophiles que les Français eux-mêmes, une protestation par l'acte contre la politique française, au nom des valeurs françaises (liberté, égalité, fraternité...): «*On ne peut pas laisser faire ça [la torture, les massacres] par un pays civilisé*»... surtout par ce pays-ci!

Les réseaux

Ce soutien à la cause algérienne, qui ne laissa pas de surprendre les Algériens eux-mêmes, fut multiforme: secourir, cacher ou transporter des documents, trouver du travail, obtenir une autorisation de séjour en Suisse. Certains s'engagèrent pleinement dans les réseaux de lutte aux côtés du mouvement algérien: Isabelle Vichniac, qui fut la première journaliste occidentale à interviewer Ferhat Abbas (en 1956, dans *France-Observateur*), fut aussi membre du «réseau Jeanson» et hébergea à ce titre l'un des principaux responsables de la solidarité avec l'«Algérie algérienne», Henri Curiel. Les Suisses engagés dans ce type de réseaux, fort semblables, y compris dans la motivation, à ceux de la Résistance, en subissaient comme leurs camarades français les règles:

Tous les militants portaient des noms de guerre, et les sympathisants genevois également. Clandestinité oblige! Presque aucun des Genevois les plus engagés que nous avons pu interroger ne soupçonnait qui d'autre à Genève était en contact avec les réseaux. Paradoxalement, ces gens appartenaient parfois à un même milieu et se connaissaient: des prêtres et des pasteurs, des aumôniers et leurs paroissiens.⁷

Dans le nombre des «obscur» et des anonymes, fantassins de la solidarité, l'Histoire garde quelques noms: Fany et Marcelle Gretler, Marie-Louise Dumuid, le docteur Roth; des prêtres, aussi, comme le Père Jean de la Croix, aumônier du Centre Universitaire Catholique, ou le Pasteur Jean Rouget, l'un et l'autre engagés dans les réseaux de Francis Jeanson et Henri Curiel (le second appartenant également au mouvement «cryptocommuniste» Jeune Résistance, qui organisait les soldats français réfractaires et qui avait été fondé en Suisse par Jean-Louis Hurst et Louis Orhant en 1958).

⁷ *Ibid.*



Le Président du Conseil comunal d'Yverdon, Jean Mayerat et son épouse lors de leur arrivée au Tribunal de Besançon le 30 septembre 1960: ils avaient été arrêtés à la frontière franco-suisse avec près de 700 exemplaires du journal du FLN «El Moudjahid» dans leur voiture. (Photo. ASL, Lausanne)

Les «réseaux» contactèrent et utilisèrent des Suisses pour nombre de tâches: hébergement, passage de frontière, transmission de documents etc... D'entre toutes ces tâches, il en est une où les Suisses furent particulièrement utiles: l'information de l'opinion publique. C'est un imprimeur d'Yverdon, Henri Cornaz, qui imprime la «plate-forme de la Soummam», programme issu du premier congrès (clandestin) du FLN, tenu le 20 août 1956, et qui se charge par la suite de l'impression d'un numéro du *Moudjahid*; c'est un autre yverdonnois, le Président (communiste) du Conseil communal de la ville, Jean Mayerat, qui est arrêté en France avec 700 numéros du même *Moudjahid* (imprimés cette fois à Genève, sur les presses de la coopérative

du Pré-Jérôme, l'imprimerie de la *Voix Ouvrière*) et condamné à un an de prison; ce sont les éditions lausannoises de la Cité qui éditent et diffusent des textes interdits en France (le *Manuel du militant algérien*, *La Pacification* de Hafid Keramane, *La Question* de Henri Alleg). Toujours dans le domaine de l'information, il faut relever le rôle essentiel joué par les journalistes: «*ce sont peut-être (eux) qui jouèrent le rôle principal dans l'évolution de l'opinion publique suisse [romande]*», écrit Chantal Thévenoz qui cite quelques noms parmi d'autres: Georges Bratschi, alors secrétaire de rédaction de la *Tribune de Genève*, Armand Caviezel et Jean-Pierre Goretta, de la radio romande, Marie-Madeleine Brumagne, de la *Tribune de Lausanne*, Charles-Henri Favrod, de la *Gazette de Lausanne*... à qui nous ajouterons Jules Humbert-Droz, usant comme on le verra de *La Sentinelle* et du *Peuple* pour tenir un discours fort différent de celui, officiel, du PSS, et plus éloigné encore de celui de la SFIO. Tous contribuèrent efficacement à donner du conflit algérien l'image de la réalité, favorisant l'abandon progressif par l'opinion publique de la thèse officielle française relayée par l'AFP et les médias gouvernementaux.

L'éveil des étudiants

A la fin des années cinquante, «*la grande majorité des étudiants [genevois] était favorable aux Algériens*», croit pouvoir affirmer Jean de la Croix, aumônier du Centre Universitaire catholique. «La grande majorité», c'est sans doute trop; il n'empêche que la plupart des étudiants engagés au sein des jeunesses des partis de gauche, dans la Jeunesse Etudiante Chrétienne, ou actifs dans l'Association Générale des Etudiants, se sentaient certainement plus enclins à soutenir le mouvement d'émancipation nationale algérien que sa répression. Au surplus, Genève et Lausanne sont trop proches de la France pour que l'engagement de l'Union Nationale des Etudiants de France contre la guerre d'Algérie y soit sans écho.

D'une certaine manière, la guerre d'Algérie ouvrit le milieu étudiantin à la perception des problèmes internationaux; certes, ce milieu ne fut jamais «fermé» à ces problèmes, mais son horizon politique était le plus souvent européen, éventuellement nord-américain, parfois asiatique (lorsqu'une crise majeure venait rappeler l'Asie au mauvais souvenir des Européens), mais pour ainsi dire jamais africain; de ce point de vue, la «question» algérienne représente, sinon une rupture, du moins une nouveauté. Là encore, l'influence des débats français est déterminante: on lit, avec la distance qui convient, *Les Temps Modernes*, *L'Express*, *France-Observateur*, *Combat* ou *Le Monde*, toutes «caisses de résonance» du combat indépendantiste algérien et surtout reflet de l'opposition à la politique algérienne de la France. Les trois courants politiques les plus actifs dans les universités de Genève et de

Lausanne, le courant communiste (avec le Mouvement démocratique des étudiants), socialiste (avec la Jeunesse Socialiste) et chrétien progressiste (avec la Jeunesse étudiante chrétienne et les cercles protestants), condamnaient la politique française. Des Algériens, par ailleurs, étudiaient en Suisse et l'on peut aisément présumer de leur adhésion ou de leur soutien au mouvement national de leur pays. On ajoutera à ces rapides notations sur le milieu étudiant qu'une «antenne» du réseau de Francis Jeanson fut créée à Genève par des étudiants communistes grecs.

La police: entre répression et laxisme

Ces activités solidaires se déroulaient sous l'oeil d'une police dont le mode d'intervention dessine en creux les choix politiques de la Suisse, et les sentiments de l'opinion publique:

Les premières années furent celles de la répression. «Au début surtout, la police était mobilisée pour faire la chasse aux Algériens que, conformément à la thèse officielle française, l'on considérait comme communistes», témoigne le Père Jean de la Croix [...]. Les lignes téléphoniques étaient écoutées.⁸

A plusieurs reprises des connivences entre les polices suisse et française sont dévoilées (l'Affaire Dubois n'étant que la plus grave et la plus médiatique d'entre elles). En 1960 encore, alors que le «tournant» algérien semble pris tant en France qu'en Suisse, et que l'opinion publique semble avoir majoritairement choisi le camp de l'indépendance, des expulsions d'activistes pro-algérien français sont ordonnées, notamment celles de Louis Orhant et de Jean-Louis Hurst; Francis Jeanson lui-même fut remis entre les mains de la police française. Il s'agit vraisemblablement là des «derniers feux» d'une activité policière et judiciaire «anti-algérienne», frappant d'ailleurs plutôt les Français engagés aux côtés des Algériens que les Algériens eux-mêmes. La fin de la guerre d'Algérie «libère» donc ceux qui s'y étaient opposés, et ceux qui avaient choisi le camp algérien, d'une pression policière suscitée auprès des autorités suisses par les autorités françaises et souvent «légitimée» par l'anticommunisme ambiant, dans la mesure où l'on assimilait alors fort commodément nationalismes du tiers-monde et communisme. Jules Humbert-Droz, en septembre 1956, dénonce l'un des épisodes de cette répression policière:

⁸ *Ibid.*

A la demande de la police française, des perquisitions ont été opérées à Zurich par la police fédérale parmi les émigrés algériens et chez des citoyens suisses pour rechercher des explosifs et des armes. La police fédérale n'a rien trouvé [...] mais la police française a atteint son but: faire expulser de Suisse le secrétaire général du Mouvement national algérien, Moulay Merbah, actuellement réfugié en Suisse, et se procurer si possible la documentation nécessaire pour réprimer le mouvement d'indépendance de l'Algérie. En effet, si la police fédérale n'a trouvé ni armes, ni explosifs, elle a confisqué chez Moulay Merbah une abondante correspondance politique qui sera sans doute communiquée à la France. La police fédérale a fait savoir que Moulay Merbah avait reçu un délai de trois jours pour quitter le sol de la Confédération, faute de quoi il serait emprisonné. C'est contre cette façon de traiter un réfugié politique algérien que je tiens à protester aujourd'hui. Le chef du Mouvement national algérien, Messali Hadj, qui, depuis 30 ans, mène une lutte politique pour l'indépendance de son pays et la libération de son peuple, a été arrêté en France et interné. Le secrétaire général du mouvement est venu en Suisse pour échapper à la même mesure de répression. C'est donc bien un réfugié politique menacé de perdre sa liberté s'il retourne en France ou en Algérie. [...] La police fédérale ne l'accuse du reste pas d'avoir mis en danger notre neutralité, ni d'avoir violé ses engagements envers notre pays. Si la police française n'avait pas inventé cette histoire rocambolesque de complot à main armée, personne n'aurait songé à expulser Moulay Merbah. C'est donc sous la pression de la France et pour rendre un service des plus discutables à la police française que la Suisse expulserait le représentant du Mouvement national algérien. Que deviennent dans cette affaire sa dignité nationale, sa neutralité et sa longue tradition de pays d'asile pour les réfugiés politiques de tous les pays ? Les services rendus par la police fédérale à la police française en procédant à des perquisitions parfaitement superflues et ridicules suffisent à démontrer la bonne volonté de notre pays à réprimer d'éventuels actes criminels. Aller plus loin et expulser Moulay Merbah, c'est du servilisme incompatible avec notre dignité et notre esprit démocratique. Le Conseil fédéral devrait aussi tenir compte des intérêts de la Suisse en cette affaire. [...] Demain ou après-demain, la France traitera avec les nationalistes algériens. [...] Le Congrès de Lille du Parti socialiste a fait au gouvernement un devoir d'établir des contacts et d'engager des pourparlers avec les chefs militaires des rebelles pour un cessez le feu. [...] La Suisse a de gros intérêts en Algérie. Le Conseil fédéral croit-il qu'il suffira de reconnaître officiellement l'Algérie indépen-

*dante pour établir avec elle de bons rapports? Croit-il qu'il sera indifférent d'avoir comme interlocuteurs des hommes qui ont trouvé chez nous un asile au moment où ils étaient pourchassés par la police française, ou d'avoir à traiter avec des hommes que notre gouvernement a expulsés sans raisons suffisantes?*⁹

Le Secrétaire du PSS est bon prophète: aux questions qu'il pose en 1956, la Suisse donnera la réponse qu'il suggère lui-même et cessera de «brimer», d'une manière ou d'une autre, les Algériens réfugiés en Suisse dès qu'il deviendra évident que la voie politique est la seule qui se puisse emprunter pour sortir du conflit. Mais si les Algériens réfugiés en Suisse se verront d'abord tolérés, puis ouvertement protégés par les autorités helvétiques, il n'en sera pas de même de leurs «compagnons de route» français, «porteurs de valises» des réseaux de Francis Jeanson et Henri Curiel ou réfractaires politiquement organisés dans l'orbite du PCF; cinq ans après la fin de la guerre d'Algérie, un militant révolutionnaire sera encore expulsé de Suisse en raison de son activité «pro-algérienne»: Nils Andersson, qui édita *La Question* de Henri Alleg, et qui fut un féroce contempteur des collusions policières franco-suisse. Le socialiste René Meylan s'indigne:

Un exemple caractéristique d'arbitraire nous est offert, dans le cas d'Andersson, lorsqu'on lui reproche officiellement, en toute bonne conscience, d'abord publié «la Question» au temps de la guerre d'Algérie. Comme si, en l'espèce, le délit était évident. Comme si l'atteinte portée aux intérêts de la Suisse allait sans dire. Comme s'il suffisait qu'un livre indispose la Bupo pour qu'il devienne subversif. Or, La Question, c'est bien davantage qu'un pamphlet politique. Nos enfants et nos petits-enfants liront encore cette oeuvre quand les dernières séquelles de la guerre d'Algérie seront depuis longtemps liquidées – tout comme on lit Vallès un siècle après la Commune, Barbusse cinquante ans après la Grande Guerre, Rousset vingt ans après les camps de concentration nazis. [...] Quand la police fédérale critique l'édition à Lausanne de ces pages admirables, au moment même où l'esprit «para» semblait triompher, elle n'attaque pas Andersson, ou la Révolution algérienne, ou la gauche. Elle attaque la Suisse dans sa tradition la meilleure. Et Andersson, faisant connaître ce texte, a mieux servi l'honneur de notre pays que les banquiers qui trafiquaient chez nous – ils y trafiquent toujours, du reste – avec le trésor du FLN.

9 Jules Humbert-Droz, «Indépendance algérienne et police suisse», in *La Sentinelle* du 19 juillet 1956

On pourrait aussi dissenter [...] sur un autre crime reproché à Andersson: celui d'avoir cru la police suisse complice de son homologue française dans l'arrestation à Lyon, alors qu'il arrivait de Lausanne, du prêtre catholique Davezies, ami du FLN. [...] qu'Andersson n'ait pu établir le bien-fondé de ses soupçons ne prouve nullement, en toute objectivité, qu'il ait eu tort de les nourrir. Ainsi, en juillet 1962, dans le canton de Neuchâtel, trois jeunes gens favorables à la cause algérienne furent entraînés dans un guet-apens à la frontière française, puis enfermés à Besançon où ils subirent interrogatoires et sévices.¹⁰

Les ambiguïtés du PSS

A lire Jules Humbert-Droz et René Meylan, tous deux neuchâtelois, tous deux issus de la gauche du PS et revenus au PS après un détour, l'un par le PC, l'autre par la Nouvelle Gauche, on pourrait croire en un Parti socialiste suisse franchement engagé dans la dénonciation de la politique française et dans la lutte aux côtés des nationalistes algériens et de leurs alliés français: il n'en est hélas pas ainsi.

De la «politique du juste milieu» à la «dialectique des contraires», les positions du PSS face à la guerre d'Algérie alternent et tentent malaisément de conjuguer deux fidélités: fidélité à la solidarité entre socialistes (et donc avec les socialistes français, impliqués dans le conflit et acteurs de la répression du mouvement national algérien) et fidélité au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Entre ces deux fidélités, le PSS ne veut ni, peut-être, ne peut choisir: ainsi lui sera-t-il difficile d'élaborer une politique spécifique face à la «question algérienne», pourtant un enjeu d'importance capitale dès le milieu des années cinquante, et «matrice» d'une «nouvelle gauche» dont les thèmes et la culture politiques renouvelleront en profondeur ceux du PSS.

Parti social-démocrate d'un Etat sans colonies formelles, mais très présent dans les colonies des autres par ses investissements, le PSS a, ou devrait avoir, «quelque chose à dire» sur l'Algérie; son programme de 1959 et son adhésion à la déclaration de principes de 1951 de l'Internationale devraient l'inciter à une prise de position anticolonialiste. Or, on constate que les positions socialistes suisses à propos de la Guerre d'Algérie dépendent moins de ses principes et de son programme que, d'une part, de l'action des individus en son sein (notamment celle de Jules Humbert-Droz) et, d'autre part, de la pure «événementialité». Le PSS réagit donc à l'événement en laissant cette

¹⁰ René Meylan, in *La Sentinelle* du 1er février 1967

réaction être définie et exprimée par ceux qui, au sein de sa direction, y sont le plus sensibles, sans qu'il y ait réellement de choix politique collectif et de réflexion commune à la base de cette réaction.

La «gestion» de la contradiction entre l'impératif de solidarité avec les socialistes français et celui de solidarité avec le peuple algérien va donc se faire en laissant cette contradiction s'exprimer assez librement, et en laissant l'événement extérieur (franco-algérien) décider pour le parti suisse (ou les partis cantonaux). L'actualité et les réactions ponctuelles d'individus ou d'instances à l'actualité vont donc finalement décider de la ligne du parti, et la faire un peu malgré lui correspondre aux principes anticolonialistes exprimés dans le programme international de 1951 et le programme national de 1959. Ce fonctionnement est d'ailleurs suffisamment fréquent dans l'histoire du mouvement socialiste pour y être devenu traditionnel. Les militants les plus engagés fraieront la voie au reste de l'organisation, agissant comme une avant-garde «explorant le terrain» et, le cas échéant, prenant les coups pour le parti. Si les actions et les analyses de ces militants se trouvent confirmées par l'évolution politique, elles seront assumées par le parti tout entier, le plus officiellement du monde; dans le cas contraire, le parti s'en désolidarisera et sanctionnera les auteurs: fonctionnement sans gloire et surtout sans risque, mais le goût du risque n'est pas la marque première de la culture politique suisse.

Le PSS se comporte donc comme une force insérée dans les réseaux de pouvoir, à tous les niveaux, d'un Etat occidental sans responsabilités coloniales, et agit en fonction de cette insertion bien plus qu'en fonction de son programme et des principes auxquels il adhère – par ailleurs sincèrement. Cette situation n'ira pas sans tensions internes, de plus en plus accentuées au fur et à mesure que le parti se développe (structurellement, socialement et électoralement), en même temps que s'appauvrit sa culture et son programme politiques et que devient improbable sa volonté de changement de l'ordre social: la logomachie «rassembleuse» du programme de 1959 est efficace électoralement et permet de renforcer les positions du parti, mais elle nourrit en même temps des contradictions et des ambiguïtés que le PSS mettra un quart de siècle à surmonter – au prix de reculs plus prononcés que les avancées qu'elles avaient permises.

Si la sensibilité solidaire du PSS ne peut être mise en doute, il est évident que l'impératif national est un frein à l'expression de cette sensibilité: le PSS privilégie, logiquement, la nécessité de participer au pouvoir national, de s'intégrer à la vie politique «normale» en Suisse; il en tire un renforcement certain de son influence et un élargissement de sa base électorale, mais au prix d'un affadissement de ses propos et de ses actions solidaires. A cela s'ajoute vraisemblablement le caractère peu «populaire» du combat anticolonial, jusque dans les années cinquante (la guerre d'Algérie, précisément, changera les choses de ce point de vue).

Au fond, les socialistes suisses, à quelque niveau de décision que ce soit, ne se préoccupent du conflit algérien que lorsque ce conflit menace d'avoir des répercussions intérieures (par exemple lors de l'«affaire Dubois»), ou là où l'opinion publique est particulièrement sensible aux affaires politiques françaises (en Romandie); il faut en quelque sorte que la guerre d'Algérie deviennent un enjeu national (ou cantonal) pour que les socialistes suisses (ou romands) s'en saisissent... A quoi s'ajoute d'ailleurs le fait que, pour la plupart d'entre eux, elle n'est en fin de compte qu'un événement international presque secondaire: ce qui domine et mobilise la conscience «internationaliste» du moment est moins le droit des peuples du tiers-monde à disposer d'eux-mêmes que la menace d'une guerre nucléaire, moins les bombes de l'OAS que la Bombe. Le PSS est bien, de ce point de vue, un parti du «centre» (géographiquement parlant, sans préjudice d'autres sens possibles), c'est-à-dire un parti «européocentriste»; l'analyse des rapports de ce centre avec la périphérie n'est pas le fil conducteur de sa perception du monde, et l'impératif de l'insertion dans le cadre national prime toute considération solidaire. Il est vrai que la «conscience solidaire» n'est pas un impératif de la conscience collective des classes populaires suisses, mais il est vrai aussi que le PS s'en proclame le détenteur privilégié. Pour «conscientiser» l'opinion publique suisse, des dizaines (vraisemblablement plusieurs centaines) de militants socialistes se chargèrent du «travail de solidarité» que le parti n'assumait pas directement, comme il l'avait fait lorsqu'il s'agissait de la solidarité avec les victimes du fascisme et du nazisme. Mais alors, la «peste brune» menaçait directement la Suisse et les droits et libertés des Suisses dont le mouvement socialiste bénéficiait, et à la conquête desquels il avait pris large part. Il n'en était pas de même (ou ne semblait pas en être de même) du colonialisme.

Parcourir la presse socialiste romande de la fin des années cinquante et du début des années soixante, c'est faire deux constats: l'absence d'une ligne politique cohérente et durable à propos de l'Algérie et la part prépondérante de quelques personnalités, Jules Humbert-Droz en premier lieu. Les deux quotidiens romands *Le Peuple* et *La Sentinelle* accordent évidemment plus de place que la presse socialiste alémanique à un conflit qui implique la France; la *Libera Stampa* tessinoise se situe entre les deux autres domaines linguistiques, quant à la quantité d'informations et de commentaires sur les «affaires françaises» parfois repris ou traduits du *Peuple* et de *La Sentinelle*.

La presse socialiste romande exprime, dans la durée, une «condamnation modérée» de la politique française (ou un «soutien modéré» de la revendication algérienne...). Guy Mollet préside le gouvernement français en 1956 et 1957: c'est à la fois le temps de l'accentuation de l'engagement militaire en Algérie et celui de l'aventure de Suez; les socialistes suisses (et le socialisme international) sont évidemment gênés par cette situation qui, *nolens*

volens, les empêche d'exprimer totalement et librement leurs doutes. La solidarité socialiste joue donc, mais comme un frein à la critique et comme un réflexe défensif face aux attaques des communistes et de l'extrême-gauche.

Jules Humbert-Droz, pourtant, ne se prive pas de «conseiller» ses camarades français:

*Une seule solution s'impose: l'indépendance. Plus vite elle sera consentie par la France et plus les chances seront grandes pour elle de conserver des liens d'amitié avec l'Algérie indépendante.*¹¹

Le Parti socialiste suisse adoptera une attitude plus prudente que son secrétaire romand et n'hésitera pas à faire pression sur celui-ci et sur les partis romands pour que soit modérée dans la presse socialiste la critique du gouvernement socialiste français, d'autant qu'il ne lui apparaît pas que le problème algérien soit prioritaire. Les partis romands et leur presse sont donc dans une situation particulière, de proximité politique et culturelle avec la France, qui provoque en leur sein des divergences d'appréciation importantes. Le scandale provoqué en France, puis internationalement, par la révélation des pratiques tortionnaires de l'armée française en Algérie fera «sauter» les brides de l'indignation socialiste romande; dans *Le Peuple* du 4 avril 1957, Jules Humbert-Droz tonne:

D'Algérie parviennent des nouvelles qui ne laissent plus de doute sur l'emploi de méthodes de terreur et de torture par l'armée française en lutte contre les rebelles. L'opinion publique a été alertée depuis plusieurs mois par des témoignages nombreux et concordants [...] Le Gouvernement français, sous la direction du socialiste Guy Mollet, a poursuivi les auteurs de ces révélations pour atteinte au «moral» de l'armée. Il a menacé la liberté de la presse et de la radio, donnant l'impression qu'il s'agissait d'une campagne de calomnies et de défaitisme. [...] Guy Mollet (a déclaré) à la tribune de l'Assemblée nationale que le gouvernement punirait les coupables d'actes inhumains contre les détenus. Il laissait encore supposer qu'une presse intéressés à discréditer l'armée généralisait des actes répréhensibles, certes, mais isolés. Au moment même où il faisait cette déclaration à la tribune du Parlement, le général de brigade de Bollardièr abandonnait son commandement en Algérie et demandait d'être rappelé en France, pour protester contre les tortures auxquelles sont soumis systématiquement les détenus algé-

11 Jules Humbert-Droz, in *La Sentinelle* du 10 novembre 1955

riens. [...] Les rebelles algériens utilisent des méthodes de terreur qui frappent souvent nombre d'innocents parmi les Français et plus encore parmi la population algérienne, parmi les femmes et les enfants. Tout en condamnant cette violence aveugle, il faut faire, en Algérie comme en Hongrie, une différence entre ceux qui, opprimés par une puissance étrangère, luttent pour leur indépendance nationale, pour leur liberté et leur dignité et ceux qui défendent les privilèges de l'occupant étranger. Nous regrettons que la France que nous aimons, le pays des droits de l'homme, au coeur généreux et profondément humain, se soit engagée dans une politique coloniale qui porte atteinte à son honneur. Nous regrettons davantage encore que ce soient des socialistes, Guy Mollet, Pineau, Lacoste, qui portent la responsabilité de cette honte. Cette politique n'a rien de socialiste. Elle est une insulte au socialisme qui condamne et combat la torture, le système policier, la terreur exercée contre les peuples et les individus. Nous avons ici dénoncé et condamné avec énergie les crimes des staliniens. Nous n'avons pas deux poids et deux mesures pour juger et condamner l'immonde torture qui pousse les hommes au désespoir et à la mort. Nous avons critiqué les communistes qui acceptent avec indulgence et compréhension la terreur stalinienne. Nous nous sommes insurgés contre la tolérance d'une grande partie de notre bourgeoisie en face des crimes d'Hitler et de Mussolini. C'est avec une indignation plus grande encore que nous condamnons la torture tolérée, sinon ordonnée, par le gouvernement Guy Mollet, parce que nous attendons de lui d'autres méthodes que celles qui ont fait la honte du régime fasciste et du régime communiste.¹²

On ne pouvait condamner plus durement les socialistes français qu'en les comparant aux nazis et aux staliniens, et qu'en opposant la France qui s'abaisse à user des méthodes de la Gestapo ou du Guépéou à la France des Droits de l'Homme. *Le Peuple* et *La Sentinelle* ne cesseront en outre d'appeler la France à négocier avec le mouvement algérien, à abandonner la «solution militaire» et à lui substituer une solution politique dont l'indépendance de l'Algérie soit la clef; Humbert-Droz, en 1956:

Si le Gouvernement français veut la paix en Algérie, ce n'est pas en développant la guerre qu'il l'obtiendra, c'est en engageant des pourparlers avec les nationalistes algériens qui luttent les armes à la main pour l'indépendance de leur pays. [...] Le gouver-

12 Jules Humbert-Droz, «La torture au XXe siècle», in *Le Peuple* du 4 avril 1957

nement français de Guy Mollet a montré beaucoup de souplesse et de compréhension dans ses pourparlers avec les représentants du Maroc et de la Tunisie. On regrette d'autant plus qu'il adopte une politique de force en Algérie. Les mesures militaires envisagées par le ministre-résident Lacoste, pour «rétablir l'ordre», la mobilisation des réservistes et le déplacement de troupes d'occupation d'Allemagne occidentale, conduisent à la guerre, à la sale guerre coloniale.¹³

Brodant sur le même thème une année plus tard, Humbert-Droz se livre à une comparaison entre la politique de Pierre Mendès-France en Tunisie, au Maroc et en Indochine, et celle de Guy Mollet en Algérie et à Suez, une comparaison qui n'est pas à l'avantage du socialiste français:

Le mouvement national algérien lutte depuis trente ans déjà. Il voulait l'indépendance de l'Algérie d'accord avec la France. Comment les gouvernements français ont-ils répondu à ce mouvement national pacifique ? En emprisonnant les nationalistes, en les déportant, en leur faisant la guerre. Faut-il rappeler l'attitude de la France envers Ho Chi Minh, envers Bourguiba et envers le Sultan du Maroc ? [...] de grâce, Guy Mollet, ne faites pas la guerre pendant dix ans encore en Algérie, avant de voir quel est le meilleur des deux systèmes. Le socialisme international n'a pas besoin de cette épreuve pour y voir clair. Laissez aux Russes la triste gloire de «pacifier» leurs colonies par la force des armes.¹⁴*

* de décolonisation, le français et l'anglais. (N.d.P.H.)

Le 8 février 1958, la France «internationalise» délibérément le conflit algérien (qu'elle ne cessait pourtant de présenter comme un problème purement intérieur) en bombardant le village tunisien de Sakhiet, sous prétexte d'y détruire une base arrière du FLN. Le village est détruit, la population civile écrasée sous les bombes. L'indignation est générale: les socialistes suisses vont s'y associer et Jules Humbert-Droz dénoncer «*le crime froidement prémédité d'un gouvernement français aveuglé par son nationalisme*»; certes, le gouvernement n'est plus celui de Guy Mollet mais celui de Félix Gaillard, ce qui facilite sa condamnation. C'est l'acte que l'on condamne, et ses conséquences que l'on craint, cette «internationalisation» à toute l'Afrique du Nord d'un conflit jusqu'alors à peu près contenu à l'Algérie et

13 Jules Humbert-Droz, in *La Sentinelle* du 12 avril 1956

14 Jules Humbert-Droz, in *La Sentinelle* du 7 mars 1957

la France métropolitaine. Le 14 février, Jeanne Hersch publie dans *Le Travail* un violent article de dénonciation de la politique algérienne de la France, sur le ton du «J'accuse» de Zola, et associe cette politique à celle des nazis et des staliniens; *Le Travail* trouve pourtant le moyen de se féliciter de ce que Guy Mollet se soit associé aux condamnations du bombardement de Sakhiet! Quant au PSS, il exprime sa position en demandant par lettre à l'Internationale d'agir:

Le PSS regrette que l'Internationale socialiste n'ait pas condamné plus clairement et plus fermement ce tragique événement [...]. Le PSS exprime son indignation à l'égard de l'agression militaire [...]. Les représentants du PSS sont très inquiets du développement des événements d'Algérie et de leurs répercussions internationales ils demandent au bureau de l'Internationale d'appliquer les principes du socialisme démocratique décidés à Francfort en 1951 et de faire tout ce qui est possible pour empêcher de nouvelles violations des principes de l'humanité dans le conflit algérien.¹⁵

En août 1959, le Comité central du PSS adopte une résolution condamnant la torture et les exécutions sommaires de nationalistes algériens, en citant le cas du syndicaliste Aissat Idir:

Le PSS élève sa voix et proteste contre les tortures et mauvais traitements infligés aux prisonniers sans défense. Le PSS soutient [...] les décisions de l'Union Syndicale Suisse et de l'Internationale des Syndicats Libres contre les responsables de la mort d'Aissat Idir. Le PSS invite le public suisse à soutenir vigoureusement l'aide de l'Oeuvre Suisse d'Entraide Ouvrière pour adoucir le sort des réfugiés algériens en Tunisie et au Maroc.¹⁶

De Gaulle est désormais en charge des affaires françaises, ce qui facilite la tâche du mouvement socialiste, le libérant de ce qui pouvait subsister du «devoir de réserve» à l'égard de la politique menée par ses camarades de la SFIO. Le PSS, comme les autres partis de l'Internationale, n'hésitera donc plus à condamner clairement et ouvertement les actes du pouvoir français, considéré comme «personnel», au sein duquel il se plaira à déceler des tendances «fascisantes». *Le Peuple* va ainsi dénoncer l'«infâme bestialité» et les

15 Cité par Gilles Marchand et André Crettenand, *Le Parti socialiste suisse et la guerre d'Algérie*, travail de séminaire de sociologie politique II/III, Université de Genève, 1983

16 *Ibid.*

«pratiques nazies» des Français en Algérie, après la publication en janvier 1960 d'un rapport du Comité International de la Croix-Rouge sur les camps de prisonniers, alors que ces pratiques (la torture, les exécutions sommaires, les humiliations racistes) étaient déjà monnaie courante lorsque Guy Mollet présidait le gouvernement français et que Robert Lacoste, socialiste lui aussi, était ministre des affaires algériennes. Jusqu'en février 1960, les socialistes suisses semblent considérer de Gaulle comme le «prisonnier de son armée». Il faudra la réduction par la force de l'insurrection algéroise («pied-noir») de février 1960 et surtout le «putsch des généraux» d'avril 1961, pour que cette thèse passablement absurde soit abandonnée face à l'évidence d'un conflit entre un pouvoir gaulliste «décolonisateur» et une partie des chefs de l'armée acquis aux thèses réellement fascisantes des partisans «ultras» de l'«Algérie française». Il est en tous cas impossible de ne pas remarquer que la coloration partisane des gouvernements français successifs influe directement sur la vigueur des condamnations portées par le PSS. La tentative de putsch irrédentiste des généraux Challe, Zeller, Jouhaud et Salan, en avril 1961, ouvrira les yeux des socialistes: il fut désormais clair que ce n'était pas du côté de de Gaulle qu'il fallait chercher et dénoncer la menace fasciste. L'orage passé, on notera tout de même que l'«*autodétermination à la de Gaulle est empreinte de néo-colonialisme*», pour reprendre les termes de l'éditorial du 27 avril 1961 du *Peuple*, ce qui, soit dit en passant, concédait au Général la pratique d'une politique d'autodétermination (même «empreinte de néo-colonialisme»), que ses prédécesseurs socialistes n'étaient pas parvenus à mettre en oeuvre.

Lorsque la guerre d'Algérie prend fin, *Le Peuple* pousse (le 18 mars 1962) un soupir de soulagement: «*ainsi prend fin une sale guerre contre laquelle la gauche française a toujours protesté mais pas avec assez de conviction parfois*», oubliant pour l'occasion les responsabilités de cette gauche française dans la poursuite de la guerre, et semblant ne pas voir que la fin du conflit est peut-être aussi celle d'un ordre du monde.

Le sens du malaise des socialistes

Répetons-le: les socialistes suisses furent «piégés» par la participation de leurs camarades français aux gouvernements responsables de l'aggravation du conflit algérien, à telle enseigne que, même lorsqu'ils désapprouvèrent ou condamnèrent la poursuite de cette «sale guerre», il leur fallut constamment tenter d'expliquer, voire de justifier, les actes des socialistes français, ou de tenter d'équilibrer leur «passif» algérien par un «actif» dans d'autres domaines. Lorsqu'à la fin mai 1957 le gouvernement Mollet est renversé, *Le Peuple* croit pouvoir tirer un bilan «globalement positif» de son action: certes, «*les réformes indispensables aux pays d'outre-mer (n'ont pas*

eu lieu» (*Le Peuple* du 27 mai), et en Algérie, où les socialistes suisses attendent de la France «une attitude humaine et clémente», «le sang a trop coulé» et «il faut adopter les voies réelles de la pacification» (*Le Peuple* du 2 mars); mais l'adoption d'une législation sociale progressiste n'en rend pas moins positive, pour le quotidien socialiste genevois, l'action du gouvernement socialiste.

Le 27 mai 1957, Humbert-Droz invite ses lecteurs à ne pas se «laisser abuser par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», afin qu'«il ne soit pas disposé du peuple dans un sens qui l'écarte encore davantage de sa libération véritable». C'est dire que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est moins fondamental qu'instrumental, et c'est le dire justement quand tombe le gouvernement Mollet, dans le moment du bilan de l'action d'un gouvernement de gauche confronté à la réalité d'un mouvement de libération nationale et d'une guerre coloniale, incapable à la fois de prendre la mesure de ce mouvement et de mettre fin à cette guerre. Jeanne Hersch pose le problème crûment en février 1958: rappelant que le Ministre-résident français en Algérie, Robert Lacoste, est membre de la SFIO, elle se demande si le PSS, affilié à l'Internationale Socialiste, peut admettre qu'un parti-frère «couvre» une politique menée à coup de torture, d'exécutions sommaires et d'humiliations individuelles et collectives: «*La doctrine criminelle des Français en Algérie (est-elle) celle de tous les socialistes?*», s'interroge la socialiste genevoise, qui constate que «nombreux sont les socialistes à se sentir exclus [du socialisme démocratique français]», comme André Philip qui fut effectivement exclu de la SFIO pour avoir clamé que «le socialisme, ce n'est pas ça!».

Persuadée elle aussi que «le socialisme, ce n'est pas ça!», Jeanne Hersch porte le débat au niveau du mouvement socialiste international, en demandant à l'Internationale de prendre position contre le parti français; c'est tout le problème de la solidarité socialiste qui se trouve ainsi posé: est-il ou non possible de condamner un parti socialiste au pouvoir, de se désolidariser de son action sans pour autant jeter le discrédit sur le socialisme démocratique et de «fournir des armes politiques aux adversaires du socialisme», qu'il s'agisse de la droite ou des communistes? L'enjeu est de taille: le choix du mouvement international sera celui de la prudence; l'Internationale ne condamnera ni ne soutiendra la politique menée (ou entérinée) par sa «section» française. La solution est confortable, mais peu crédible, et le socialisme démocratique souffrira en Suisse romande aussi de cette faiblesse. Les communistes seront prompts à «renvoyer l'Algérie» aux socialistes qui leur «envoient la Hongrie». La gauche démocratique française, quant à elle, payera longtemps ses compromissions algériennes; la SFIO ne s'en remettra d'ailleurs jamais, et finira par disparaître purement et simplement, absorbée par le nouveau Parti socialiste, à la tête duquel s'imposera assez paradoxalement François Mitterrand, un homme qui prit sa

part des errances algériennes de la gauche française. Le 18 mars 1962, *Le Peuple* affirme qu'«il faut un nouveau leader à la gauche (française), qui n'ait pas trempé dans la guerre d'Algérie»: on attendait Mendès-France, ce fut Mitterrand...

Il y a donc, au-delà de l'événementialité (et après que l'on se soit affranchi de ses exigences), prise de conscience de la signification du conflit algérien: «*Le mouvement socialiste doit se battre pour un monde nouveau et non pas pour la protection et la conservation d'un ordre social périmé*», proclame *Le Peuple*; «*l'exemple français nous déçoit*», lit-on dans le quotidien socialiste suisse, et Humbert-Droz d'enfoncer le clou: «*Guy Mollet n'a pas confiance dans sa propre mission (ralliement des forces ouvrières et démocratiques) parce qu'il ne croit pas au succès d'une tâche de renouvellement de la démocratie par le socialisme, ce qui équivaut à une capitulation*». Cette conception des «erreurs» socialistes fait trop large place à l'hypothèse d'une «trahison des chefs» pour suffire à l'analyse de ces erreurs, mais il pouvait être tentant (pour un ancien secrétaire du Comintern...) de rejeter sur un homme et le courant qu'il personnifie la responsabilité des fautes commises par le parti et «son» gouvernement. Cependant Guy Mollet ne représentait pas la «droite» social-démocrate, mais une gauche socialiste française fortement teintée de marxisme, et acquise à l'unité d'action avec les communistes. C'était une forme modernisée de «guesdisme»: comme Guesde, Mollet venait de la gauche et finit dans le «social-patriotisme». Le parcours du gouvernement Mollet aura au moins démontré que le chemin de la théorie à la pratique est bien long. Le PSS donne d'ailleurs dans les années cinquante l'impression d'avoir bien compris cette difficulté. Le compromis devenant un réflexe, la théorie s'efface et le programme se réduit au strict minimum indispensable à tout parti politique. Le débat international apparaît dès lors comme le dernier refuge des partisans et des acteurs d'une réflexion théorique qui a déserté le terrain national et ne porte plus guère que sur les grands principes de la solidarité internationale. La guerre d'Algérie pourrait bien être le moment de la première manifestation sérieuse de ce «tiers-mondisme compensatoire» qui va s'emparer de la «gauche de la gauche» européenne à la fin des années soixante et pendant toutes les années septante.

La paille et la poutre

A parcourir *Le Peuple* et *La Sentinelle* des années de la guerre d'Algérie, on a la surprise de lire sous la plume de responsables socialistes suisses une critique explicite de la participation de socialistes français à des gouvernements de coalition avec la droite, alors que la pratique de la coalition gouvernementale est une caractéristique de la stratégie du PSS depuis 1943. Toujours est-il que la presse socialiste romande se révèle très sensible

aux difficultés rencontrées par les dirigeants de la SFIO pour concilier le programme du parti et la politique suivie par le gouvernement. *Le Peuple* regrette que le gouvernement Mollet ne puisse appliquer le programme de la SFIO:

Encore une fois, un gouvernement centre-gauche doit s'appuyer sur une droite nationaliste pour obtenir la coalition parlementaire. Cette politique inaugurée par Mollet fait de la gauche une prisonnière de la droite. Elle n'a jamais pu faire une politique de gauche, même en Algérie [...]. La grande erreur de la SFIO est de parler de paix en laissant les mains libres aux colonialistes pour faire la guerre [...]. La SFIO et le socialisme ont ainsi endossé des responsabilités qui ne sont pas les siennes.¹⁷*

*N'accablons pas Mollet: il ne fut pas l'«inventeur» de la stratégie de coalition avec la droite, s'il en fut un praticien malheureux et malhabile. (N.d.P.H.)

Au-delà d'une nouvelle illustration de la parabole de la paille et de la poutre, il s'agit de la question de la fin et des moyens: peut-on admettre d'un gouvernement dirigé par des socialistes qu'il mène une politique inacceptable, fondamentalement contraire aux principes et au programme du parti, sous prétexte qu'elle peut aboutir à une solution et qu'elle permet des «avancées» dans d'autres domaines? Peut-on, surtout, admettre que des socialistes cautionnent de gravissimes violations des principes fondamentaux qui sont supposés être les leurs, les droits de l'Homme, les libertés politiques, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pour pouvoir continuer à disposer des incomparables moyens d'action que donne la participation au pouvoir d'Etat? Enfin, jusqu'à quel point le respect des règles du jeu démocratique est-il compatible avec la gestion d'une situation de crise? De Gaulle, en tous cas, n'hésitera pas à prendre quelques libertés avec le fonctionnement «normal» des institutions démocratiques, ni à façonner celles-ci (avec l'aval populaire) à sa convenance, pour résoudre, dans le tumulte et la douleur, cette même «question algérienne» que la SFIO ne sut résoudre. Quoi qu'il en soit, les difficultés, les hésitations, les contradictions et parfois les reniements du gouvernement Mollet à propos de l'Algérie laissèrent un goût amer, et un souvenir cuisant, aux socialistes, y compris (ou surtout) à ceux qui voyaient dans ce gouvernement une chance de prouver la crédibilité politique du programme de la SFIO et l'efficacité d'un gouvernement de coalition.

¹⁷ *Le Peuple* du 24 avril 1958

Pour conclure

L'attitude dominante du PSS face à la guerre d'Algérie ne fut ni la constance, ni la certitude. Les grands principes étaient certes posés par le programme du parti et par celui de l'Internationale, mais le premier réflexe du mouvement socialiste suisse n'est pas de se référer à son programme, et moins encore à celui du mouvement international. Fort heureusement, la structure (fort lâche) du PSS et ses habitudes de fonctionnement rendent possible la remise en question de ses pesanteurs: cette remise en question, gage de la réalité d'un fonctionnement démocratique, se fit donc à propos de la question algérienne, mais en réponse à l'événement bien plus que par une analyse de sa signification profonde. Les revirements politiques lisibles dans les commentaires de la presse socialiste romande témoignent non seulement de la capacité des socialistes de se remettre en question, mais aussi de l'incertitude en laquelle ils se meuvent.

L'événement, ici, a dicté les choix politiques. Cela n'enlève rien à la valeur de l'engagement de centaines de militants de gauche contre la guerre d'Algérie et pour le droit des Algériens à l'indépendance, mais cela nuance considérablement le rôle du parti. De nombreux militants de la cause algérienne n'étaient d'ailleurs membres d'aucune organisation politique. Néanmoins, le mouvement socialiste suisse a pu à la faveur du conflit algérien, et à son propos, développer une attitude originale, autonome, progressivement libérée du «suivisme» qui lui est habituel à l'égard des mouvements de ses deux grands voisins, l'Allemagne et la France, en matière internationale. Cette attitude fut-elle une politique? De nombreux militants, en tous cas, dont certains occupent aujourd'hui des postes à «responsabilités» au sein du PSS, de l'USS ou de l'appareil d'Etat furent amenés à la lutte anticoloniale, et parfois à la lutte politique même, par la guerre d'Algérie. De fait, la gauche helvétique vit encore sur cet héritage: le «tiers-mondisme» théorique, dominant dès les années septante ses programmes et ses analyses internationales est aussi le fruit de l'engagement solidaire aux côtés des Algériens, entre 1954 et 1962, de nombre de ses cadres.